



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination, du Pilotage,
de l'Appui Territorial et de
l'Environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-347

**portant mise en demeure à l'encontre de la société OUEST PRODUCTION, pour ses
installations situées à La Chaize-Giraud
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°02/DRCLE-1-296 du 13 juin 2002 modifié autorisant les installations exploitées par la société OUEST PRODUCTION à La Chaize-Giraud, notamment son article 8.3.4 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-DCPATE-405 du 20 octobre 2023 fixant des prescriptions complémentaires à la société OUEST PRODUCTION à La Chaize-Giraud ;

VU le référentiel APSAD R1 relatif aux dispositifs d'extinction automatique à eau de type sprinkleur, retenu par la société OUEST PRODUCTION pour assurer la maintenance du dispositif d'extinction automatique de son site de La Chaize-Giraud ;

VU le compte-rendu de vérification semestrielle (Q1) du dispositif d'extinction automatique de l'établissement OUEST PRODUCTION à La Chaize-Giraud, daté du 21 octobre 2024, basé sur le référentiel R1 susvisé et rédigé par la société Bureau Véritas ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 26 mai 2025 ;

VU le courrier du 26 mai 2025, transmettant le projet d'arrêté à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 21 mai 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- L'exploitant a retenu, pour la maintenance de son dispositif d'extinction automatique (sprinklage), le référentiel APSAD R1 susvisé, qui impose notamment la réalisation de vérifications semestrielles et de révisions trentenaires ;
- Le rapport susvisé de vérification semestrielle du dispositif d'extinction automatique conclut à des non-conformités présentant un risque de mise en échec, portant en particulier sur le non-respect de la hauteur de stockage dans le magasin de stockage, à une zone non-protégée contiguë à une zone protégée dans le bâtiment de traitement/ finition, à l'absence de certificat N1

pour les modifications apportées depuis 1997, à l'absence de dossier technique à jour, à un besoin hydraulique à S11 non couvert et à l'absence de révision trentenaire du dispositif de sprinklage ;

- Le dispositif d'extinction automatique n'est donc pas installé et entretenu conformément au référentiel reconnu et retenu par l'exploitant, ce qui constitue un écart aux dispositions de l'article 8.3.4 de l'arrêté du 13 juin 2002 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, en mettant en demeure la société OUEST PRODUCTION, pour son établissement situé à La Chaize-Giraud, de respecter les dispositions correspondantes de l'article 8.3.4 de l'arrêté du 13 juin 2002 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure - Dispositif d'extinction automatique

La société OUEST PRODUCTION, dont le siège social est situé Impasse de la Raye - 85220 La Chaize-Giraud, pour ses installations autorisées par l'arrêté du 13 juin 2002 susvisé et situées à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 8.3.4 de l'arrêté du 13 juin 2002 susvisé :

« Ce dispositif [d'extinction automatique] est conçu, installé et entretenu régulièrement, conformément aux référentiels reconnus. »

Article 2. Justificatif

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du lancement de la mise en conformité et en particulier :

- la partie documentaire (jusqu'au cahier des charges) de la révision trentenaire du dispositif d'extinction automatique ;
- un bon de commande, ou tout autre document équivalent, justifiant qu'une réception des dispositifs implantés après 1997 est engagée ;
- les mesures prévues pour lever les autres non-conformités avec risque de mise en échec relevées dans le rapport de vérification d'octobre 2024 susvisé.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant de la levée de l'écart mentionné dans l'article 1. Pour cela, il transmet un rapport de vérification semestrielle des installations d'extinction automatique ne mentionnant plus aucun écart avec risque de mise en échec, ou tout autre document équivalent.

Article 3. Dispositions pénales

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Vendée pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Chaize-Giraud et pourra y être consultée.

Article 4.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société OUEST PRODUCTION, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Copie au Sous-préfet des Sables d'Olonne

Fait à La Roche-sur-Yon, le 2 juillet 2025

Le préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Nadia SEGHER

